

*Pouvoir d'emprunt*

**M. Cosgrove:** Préférez-vous qu'ils paient plus cher leur essence?

**M. Thacker:** Or donc, le gouvernement, en prenant pareille décision, encourageait les simples citoyens à acheter de grosses voitures et les fabricants s'empressaient naturellement de les satisfaire. Les lois du marché sont ainsi.

**M. Blais:** Et les Américains alors? Parlez-nous donc des Américains.

**M. Thacker:** Les Américains ont fait exactement la même erreur. Pendant ce temps, le Japon, l'Allemagne et les autres...

**M. Blais:** Les Américains ont aligné leurs prix sur les cours mondiaux.

**M. Thacker:** ... pays qui étaient forcés d'aligner leurs prix sur les cours mondiaux ont immédiatement réagi en exigeant que leurs ingénieurs et leurs techniciens construisent des voitures moins chères, plus efficaces; huit ans plus tard, ils nous éclipsaient sur les marchés parce qu'ils offraient un produit dont la consommation d'essence est inférieure.

Quand le gouvernement accorde une subvention de 15 p. 100 pour un produit quelconque, on peut être sûr que la production y perd 15 p. 100 en efficacité. Les travailleurs de l'automobile qui font la queue dans les bureaux d'assurance-chômage ou qui doivent demander l'assistance publique ne devraient pas oublier que c'est le gouvernement qui les a réduits à cette situation en décidant, au début des années 70, que nous ne céderions pas au chantage de quelques Arabes. On considérait que c'était un marché créé de toutes pièces et qu'il ne fallait pas se laisser faire. Mais on oubliait que le marché international existe bel et bien, et les Canadiens l'ont appris à leurs dépens.

Votre Honneur se rappelle sans doute qu'on a coupé court aux délibérations sur le projet de loi C-143 à l'étape de la deuxième lecture. On a tenu des sessions marathon à l'étape du comité qui a finalement mis un terme à ses délibérations à 2 heures du matin, je crois. Nous en sommes maintenant à l'étape du rapport et nous avons proposé de réduire cette demande d'emprunt de 14 milliards à \$1.

Quelle est la raison d'être du Parlement? Quels sont les fondements historiques de cette institution? La raison, c'est qu'avant les parlements le pouvoir était exercé par des monarques. C'était donc le monarque et un petit groupe de conseillers qui détenaient tous les pouvoirs. Les autres, qui ne pouvaient profiter des largesses du pouvoir, vivaient dans la misère. Mais peu à peu ils se sont révoltés et ont exigé d'être représentés. A la vérité, des gens ont pris les armes et sont morts pour que leurs descendants puissent dire à leur roi «vous ne pouvez prélever tel ou tel impôt». C'est ainsi que notre système parlementaire a vu le jour. L'objectif principal était de tenir les cordons de la bourse.

C'est encore la même chose aujourd'hui: tous les députés, les ministériels y compris, sont élus pour rendre des comptes à leurs électeurs et leur dire exactement pourquoi le gouvernement veut emprunter. Le gouvernement demande la permission d'emprunter 14 milliards de dollars, monsieur le Président, mais ni vous ni moi ne pouvons aller expliquer aux électeurs ce que le gouvernement entend faire de ces 14 milliards. Le gouvernement ne nous le dit pas, et c'est là qu'il a tort. Tout ce qu'il nous reste à faire est de dire: «Pas question, messieurs les ministres. Vous n'aurez absolument rien, tant

que vous ne nous direz pas comment vous comptez dépenser cet argent». Voilà notre devoir.

Les députés libéraux vont voter contre notre amendement, selon une tradition de longue date. Anciennement, les représentants du peuple se faisait trancher la tête. Parlant au nom du peuple et du Parlement, ils disaient à la Couronne que sa demande était rejetée. Le monarque ordonnait tout simplement leur mise à mort. C'est notre devoir de parler net aujourd'hui. Je puis assurer à la Chambre que nous allons accomplir notre devoir envers les Canadiens. Il ne fait aucun doute que les libéraux de l'arrière-ban ont renoncé à leur indépendance pour qu'un cabinet, qui aurait dû être évincé depuis longtemps, conserve les rênes du pouvoir.

**M. Cosgrove:** Je crois que le député a perdu la tête.

**M. Thacker:** La nation est en crise, mais elle ne l'a pas toujours été et elle ne doit pas nécessairement le demeurer, car nous disposons de ressources abondantes. Si nous élisons un gouvernement qui permet aux citoyens de s'affirmer, de bâtir, nous prendrons un nouvel élan.

On se souviendra qu'à la fin des années 1960, avant que le gouvernement actuel prenne le pouvoir, les budgets étaient équilibrés. La dette nationale était insignifiante et, de plus, nous avions à cette époque-là un système d'enseignement post-secondaire et des régimes d'assurance-hospitalisation, d'assurance-maladie, de pensions de retraite et d'allocations familiales efficaces. Bref, le pays était en santé. Nous étions hautement respectés dans le monde, nous étions prêts à soulever les montagnes, l'avenir s'annonçait très prometteur. Tous les jeunes qui, comme moi, terminaient alors leurs études, avaient chacun une bonne demi-douzaine ou même une douzaine d'emplois à leur portée. Il faisait bon vivre au Canada à cette époque d'il y a quelque 15 années.

Où en sommes-nous aujourd'hui, à cause du parti et du gouvernement des libéraux? Le déficit annuel excède maintenant les 30 milliards de dollars. La dette nationale cumulative, qui comprend celle des sociétés de la Couronne, dépasse les deux milliards de dollars. Près du tiers des recettes fiscales va au service de la dette, ce qui contribue par conséquent à concentrer la richesse dans les mains de ceux qui ont déjà de l'argent et qui en prêtent au gouvernement. Notre système d'enseignement postsecondaire, notre assurance-hospitalisation, notre assurance-maladie, toutes nos infrastructures sociales sont durement touchées. Les Canadiens âgés doivent eux aussi payer les pots cassés.

Le gouvernement n'a pas su tirer profit des leçons de l'histoire. Le Canada n'est pas le premier pays au monde à vivre pareille situation. De nombreux peuples l'ont connue avant nous et ont laissé des écrits, à commencer par la Bible même, expliquant les méfaits de taux d'intérêt élevés. Ce n'est pas par hasard que le prêt usuraire est dénoncé dans la Bible. C'est parce que des gens ont réellement vécu dans un monde qui pratiquait l'usure et en ont souffert. Ils l'avaient tout à fait en horreur. La Bible, écrite à l'époque sous l'inspiration divine, a abordé le problème en déclarant que les taux d'intérêt élevés étaient usuraires. Nous savons que les taux d'intérêt élevés découlent tout simplement des déficits. Les déficits budgétaires alimentent l'inflation, laquelle mène aux taux d'intérêt élevés qui à leur tour entraînent l'effondrement de l'économie.